



CHAPITRE 56

CHAPTER 56

Loi modifiant la charte de la cité de Lachine

An Act to amend the charter of the city of Lachine

[Sanctionnée le 22 mars 1948]

[Assented to, the 22nd of March, 1948]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Lachine a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ladite cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 9 Édouard VII, chapitre 86, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 426, am.
pour la
cité.

1. L'article 426 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus 1941, chapitre 233) est modifié, pour la cité de Lachine, en ajoutant après le paragraphe 1^a déjà ajouté pour ladite cité par la loi 9 George VI, chapitre 78, article 15, le paragraphe suivant:

Plans
requis.

"1^b Pour décréter qu'aucun permis de construction ne sera accordé à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivisions fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.

Excep-
tion.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux dépendances d'un bâtiment principal ni aux constructions pour fins agricoles sur des terres en culture;"

WHEREAS the city of Lachine has, by its petition, represented that it is in the interest of the said city and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 9 Edward VII, chapter 86, and the acts amending same, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 426 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes 1941, chapter 233) is amended, for the city of Lachine, by adding after the paragraph 1^a already added for the said city by the act 9 George VI, chapter 78, section 15, the following paragraph:

"1^b. To enact that no building permit shall be granted unless the ground upon which each contemplated building is to be erected appears as a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a plan of subdivisions made and deposited in accordance with article 2175 of the Civil Code.

The provisions of this section shall not apply to the dependencies of the main building nor to buildings erected for agricultural purposes on lands under cultivation;"

S.R.,
c. 233,
a. 469, am.
pour la
cité.

2. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après le paragraphe 9°, le paragraphe 9°a:

Postes
d'attente
des taxis.

"9°a Pour déterminer les endroits où devront se trouver, dans la municipalité, les postes d'attente des taxis-autos tant sur la propriété publique que sur la propriété privée; pour exiger que ces postes d'attente situés sur la propriété privée soient munis d'une bâtisse construite suivant les règlements de construction, avec salle d'attente et chambre de toilette à l'usage des chauffeurs de taxis. Ce règlement ne pourra pas affecter la localisation des postes d'attente déjà existants, mais les propriétaires de ces postes devront se conformer à toutes les autres exigences dudit règlement;"

S.R.,
c. 233,
a. 526, am.
pour la
cité.

3. L'article 526 de la Loi des cités et villes, tel que remplacé, pour la cité, par l'article 43 de la loi 9 Édouard VII, chapitre 86, par l'article 1 de la loi 19 George V, chapitre 101 et par l'article 6 de la loi 21 George V, chapitre 126, est modifié, pour la cité, en ajoutant l'alinéa suivant:

Prélève-
ment.

"Tous droits ou taxes imposés par un règlement fait en vertu de l'alinéa précédent peuvent être prélevés, s'ils ne sont pas payés à demande, sur tous les meubles, même ceux ordinairement exempts de saisie, trouvés en la possession de toute personne attachée à tel cirque, théâtre, spectacle, exhibition ou autre représentation publique, sur un mandat de saisie signé par le maire ou par un juge de paix et exécutoire *instantier* sans autre formalité."

S.R.,
c. 233,
a. 537a, aj.
pour la
cité.

4. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en ajoutant après l'article 537, l'article 537a:

Percep-
tion des
taxes sco-
laires.

"**537a.** Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité de Lachine fera la perception des taxes qui deviendront dues aux commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine, comté de Jacques-Cartier, à partir du premier juillet 1948, suivant les dispositions des paragraphes ci-après:

1° Il est du devoir du trésorier de la cité de Lachine de fournir chaque année,

2. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after paragraph 9, paragraph 9a:

R.S.,
c. 233,
s. 469, am.
for city.

"9a. To determine the places where shall be situated, in the municipality, taxi-stands, either on public or private property; to order that these taxi-stands situated on private property be provided with a building built according to the building by-laws, with a waiting-room and a lavatory for the use of the taxi-drivers. This by-law shall not affect the locality of the already existing taxi-stands, but the proprietors of such taxi-stands shall have to comply with all the other requirements of this by-law;"

Taxi-
stands.

3. Section 526 of the Cities and Towns Act as replaced, for the city, by section 43 of the act 9 Edward VII, chapter 86, by section 1 of the act 19 George V, chapter 101, and by section 6 of the act 21 George V, chapter 126 is amended, for the city, by adding the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 526,
am. for
city.

"All dues and taxes imposed by a by-law passed under the preceding paragraph may be levied, if not paid on demand, on any moveable property, even those originally exempt from seizure, found in the possession of any person attached to such circus, theatre, performance, exhibition, or other public show by a writ of seizure signed by the mayor or a justice of the peace and enforceable *instantier* without any other formality."

Levy.

4. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 537, section 537a:

R.S.,
c. 233,
s. 537a,
added for
city.

"**537a.** Notwithstanding any act to the contrary, the city of Lachine shall collect the taxes which shall become due to the School Commissioners for the municipality of the city of Lachine, county of Jacques-Cartier, from the first of July, 1948, in accordance with the provisions of the following paragraphs:

Collection
of school
taxes.

1. It shall be the duty of the treasurer of the city of Lachine to furnish each

le ou avant le premier septembre, un certificat, sous son serment d'office, au secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire de la cité de Lachine, établissant la valeur totale des immeubles appartenant aux catholiques situés dans le territoire de ladite commission, dans les trente jours qui suivent l'homologation du rôle d'évaluation municipale aux lieux et place dudit rôle, tel que mentionné dans l'article 368 de la Loi de l'instruction publique.

2° Durant le mois qui suit la réception du certificat mentionné au paragraphe 1° du présent article, les commissaires devront faire parvenir à la cité la résolution imposant la taxe scolaire pour l'année en cours.

Durant le mois qui suit l'entrée en vigueur de toute résolution d'emprunt imposant une taxe spéciale sur les propriétaires obligés au coût de certains travaux, conformément aux articles 236 et suivants de la Loi de l'instruction publique, les commissaires doivent faire parvenir à la cité une copie certifiée de ladite résolution imposant telle taxe.

Le trésorier de la cité de Lachine préparera un rôle de perception pour lesdites taxes scolaires et les percevra en même temps que les taxes municipales, suivant les dispositions de l'article 3 du chapitre 61 de la loi 10 George VI.

3° Le trésorier de la cité devra fournir, le premier juin de chaque année, au secrétaire-trésorier de la commission, une liste des électeurs ayant droit de voter aux élections des commissaires, suivant l'article 125 de la Loi de l'instruction publique; tout contribuable, autrement qualifié, qui aura payé ses taxes entre la date de la préparation de ladite liste et la clôture de la votation, aura le droit d'obtenir du trésorier de la cité un certificat attestant son droit de voter aux dites élections.

4° Le conseil de la cité doit remettre aux dits commissaires, le montant total des taxes scolaires prélevées sur les propriétaires et portées au rôle de perception.

Cette remise se fait en quatre versements, le premier de 40% desdites taxes, le premier février, les 2ième, 3ième et

year on or before September 1st, the secretary-treasurer of the school municipality of the said city of Lachine with a certificate under his oath of office, establishing the total value of the immovables owned by Catholics, situated within the territory of the said Commission, within the thirty days following the homologation of the municipal valuation roll in the place and stead of the said roll, as enacted in section 368 of the Education Act.

2. During the month following the receipt of the certificate mentioned in paragraph 1 of this section, the commissioners shall forward to the city the resolution imposing the school tax for the current year.

During the month following the coming into force of any loan resolution imposing a special tax on the proprietors responsible for the cost of certain works, in accordance with sections 236 and following of the Education Act, the commissioners must forward to the city a certified copy of the said resolution imposing such tax.

The treasurer of the city of Lachine shall prepare a collection roll for the said school taxes and shall collect them together with the municipal taxes in accordance with the provisions of section 3 of chapter 61 of the act 10 George VI.

3. The treasurer of the city shall furnish on the first of June, of each year, the secretary-treasurer of the commission with a list of the electors having the right to vote at the elections of commissioners, in accordance with section 125 of the Education Act; any ratepayer, otherwise qualified who shall have paid his taxes between the date of the preparation of the said list and the closing of polls, shall have the right to obtain from the treasurer of the city a certificate, attesting his right to vote at the said elections.

4. The council of the city shall remit to the said commissioners, the total amount of school taxes collected on proprietors and entered on the collection roll.

Such remitting shall be made in four instalments, the first of 40% of the said taxes, on the first of February, the 2nd,

4ième versements de 20% chacun desdites taxes, les premier mars, premier mai et 30 juin respectivement.

3rd and 4th instalments of 20% each of the said taxes, on the first of March, the first of May and 30th of June respectively.

Recours. La cité pourra exercer tous les recours accordés aux commissions scolaires en vertu de la Loi de l'instruction publique et jouira de tous les droits et privilèges attachés aux dites taxes et conférés aux dites commissions par ladite loi."

The city may exercise any claim granted to school commissioners under the Education Act and shall enjoy all the rights and privileges pertaining to the said taxes and conferred upon the said commissions by the said act."

Règlement de fermeture autorisé.

5. Nonobstant l'acte de donation passé devant Me Léon Forest, notaire, le 13 octobre 1906, entre James Armstrong et John Jeremiah Cook et la Corporation de la ville de Lachine, enregistré au bureau d'enregistrement des comtés d'Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le No 127196, le conseil de la cité peut faire un règlement pour fermer cette partie de la Première Avenue portant le numéro de cadastre 179 de la subdivision officielle du lot originaire No 916 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, entre le prolongement vers l'ouest à travers ladite rue de la ligne de division des lots 202 et 203 de la subdivision dudit lot No 916 et le prolongement vers l'ouest de la ligne de division des lots Nos 186 et 180 de la subdivision officielle dudit lot No 916, pour permettre à la cité de vendre cette partie de rue ainsi fermée à la Dominion Bridge Company Limited, aux fins d'agrandissement de son industrie; la cité de Lachine devra indemniser les tiers pour tous dommages résultant de la fermeture de ladite rue et la compagnie remboursera à la cité de Lachine les montants qu'elle aura ainsi déboursés.

5. Notwithstanding the deed of donation passed before Me Leon Forest, notary, on the 13th of October, 1906, between James Armstrong and John Jeremiah Cook and the Corporation of the town of Lachine, registered in the registry office of the counties of Hochelaga and Jacques-Cartier, under the No. 127196, the council of the city may pass a by-law to close this part of the First Avenue bearing the number 179 of the cadastre of the official subdivision of original lot No. 916 of the official plan and book of reference for the parish of Lachine between the extension to the west through the said street of the dividing line of lots 202 and 203 of the subdivision of the said lot No. 916 and the extension to the west of the dividing line of lots Nos. 186 and 180 of the official subdivision of the said lot No. 916, to allow the city to sell such part of the street, so closed, to the Dominion Bridge Company Limited, for the purpose of enlarging its industry; the city of Lachine shall indemnify the third parties for any damage resulting from the closing of the said street and the company shall reimburse to the city of Lachine the amounts thus disbursed by the city.

Acte de vente validé.

6. L'acte de vente passé devant Me Jean-Marie Trépanier, notaire, le 8ième jour du mois d'octobre 1947, entre la cité de Lachine et The Seward Soap Company Limited, enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal, sous le No 712699 est validé à toutes fins que de droit.

6. The deed of sale passed before Me Jean-Marie Trepanier, notary, on the 8th day of the month of October 1947, between the city of Lachine and The Seward Soap Company Limited, registered in the registry office of the division of Montreal, under the No. 712699, is validated for all legal purposes.

Évaluation fixe.

7. Cette partie de l'immeuble appartenant à la Salvation Army désigné au rôle d'évaluation comme partie ouest du lot 15 et lot 16 de la subdivision officielle

7. That part of the immovable property belonging to the Salvation Army and designated on the valuation roll as being the west part of lot 15 and lot 16 of the offi-

du lot 751 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, est évaluée à la somme de \$12,000.00 pour les fins de taxation municipale et scolaire, pour cette période commençant le premier janvier 1948 et finissant le 31 décembre 1957.

Effet rétroactif.

La susdite évaluation doit aussi s'appliquer aux années 1944, 1945, 1946 et 1947 et le trésorier de la cité est autorisé, en conséquence, à faire tous les changements nécessaires dans les rôles d'évaluation et de perception des années budgétaires précitées.

Entrée en vigueur.

S. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

cial subdivision of lot 751 of the official plan and book of reference for the town of Lachine, is valued at \$12,000.00 for the purposes of municipal and school taxes for the period beginning on the first of January 1948 and ending on the 31st of December 1957.

The said valuation shall also apply for the years 1944, 1945, 1946 and 1947 and the city treasurer is accordingly authorized to make the necessary changes in the valuation and collection rolls for the said financial years.

Retroactive effect.

S. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.